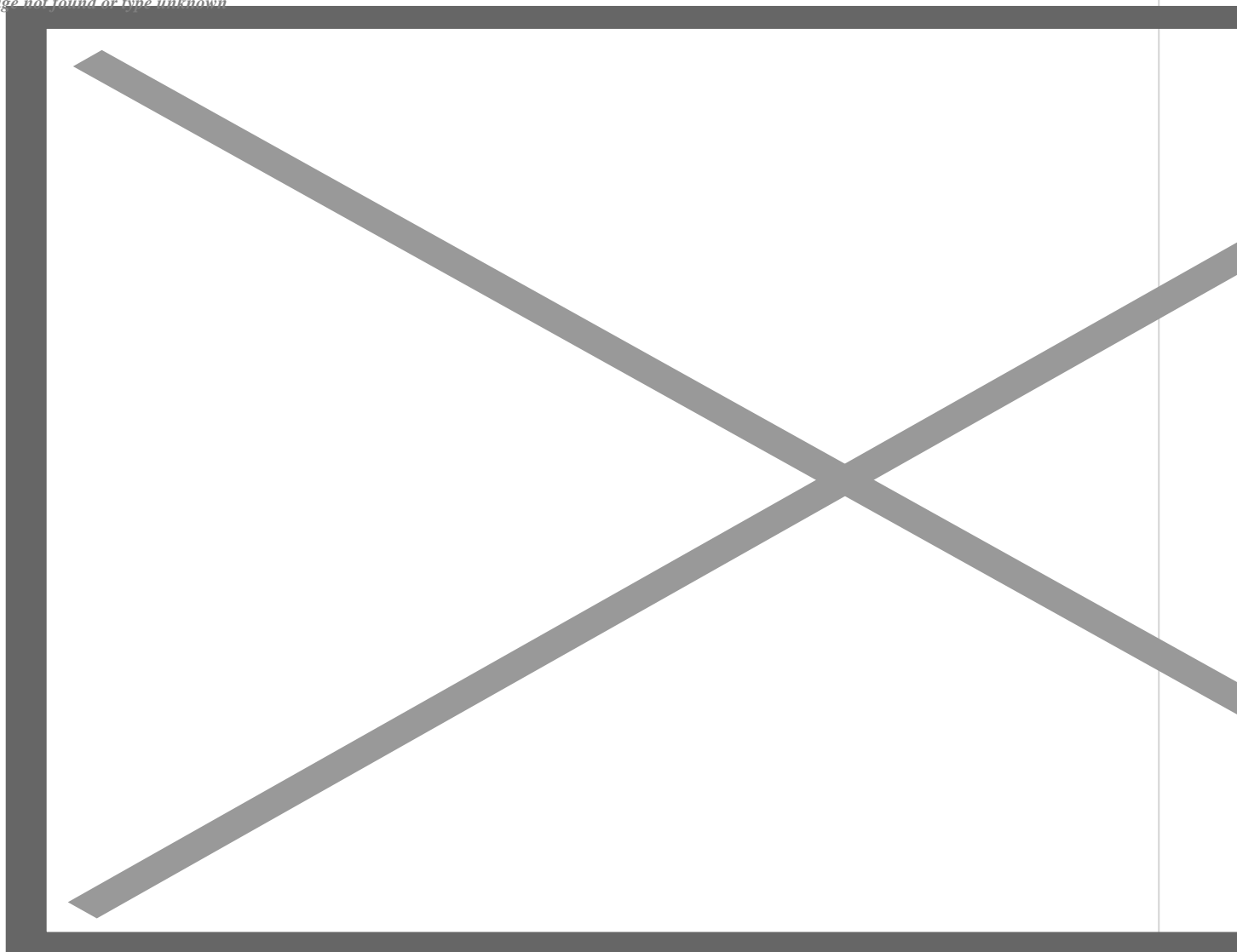


Des fonctionnaires colombiens sont cités par le parlement au sujet du Pandora Papers

Image not found or type unknown



Bogota, 5 octobre (RHC) Au moins 588 noms de personnes physiques et morales de Colombie figurent comme propriétaires réels de sociétés offshores.

Le groupe d'opposition de la Chambre des représentants de Colombie a cité à un débat de contrôle politique trois fonctionnaires du gouvernement du président Ivan Duque après le scandale suscité par l'enquête de Pandora Papers, qui a révélé que des hommes politiques, des hommes d'affaires et des fonctionnaires disposent d'actifs cachés dans des paradis fiscaux.

Le sénateur du Pôle Démocratique Alternatif, Iván Cepeda, ainsi que le représentant du groupement Liste de la Décence, David Racero, ont confirmé la convocation, pour que les fonctionnaires "rendent compte et répondent d'un nouvel épisode d'évasion et fiscale" a déclaré Racero à une station locale.

La vice-présidente et ministre des Affaires Étrangères, Marta Lucia Ramirez, la ministre des Transports, Angela Orozco, et le directeur de la Direction des impôts et des douanes nationales de Colombie (DIAN), Lisandro Junco, seront présents devant les représentants du Congrès.

En ce qui concerne Racero, le directeur de la DIAN, le sénateur Iván Cepeda a estimé que sa situation est intenable, car il doit précisément veiller au paiement des impôts dans le pays.

En outre, il a commenté sur Twitter que "il est inouï que, alors que la plupart des Colombiens font un effort surhumain pour payer des impôts, ces fonctionnaires, et même des anciens présidents comme Andrés Pastrana et César Gaviria, évitent leurs paiements en Colombie".

Selon les médias, dans le cas de la Colombie, l'enquête journalistique Pandora Papers a identifié 588 noms de personnes physiques et morales, qui figurent comme propriétaires réels de sociétés offshores.

Outre les trois invités au débat sur le contrôle politique, il y a les anciens présidents César Gaviria (1990-1994) et Andrés Pastrana (1998-2002), et le précandidat présidentiel et deux fois maire de Bogota, Enrique Peñalosa.

Les médias mentionnent également d'autres proches de Duque qui sont éclaboussés par le scandale, comme l'actuel ambassadeur en Chine, Luis Diego Monsalve, l'ancien ministre de la Défense et actuel ambassadeur au Chili, Guillermo Botero, et les anciens de l'Éducation, Gina Parody, Fernando Araújo Perdomo.

Un autre Colombien mentionné est Gustavo Hernández Friery, condamné aux États-Unis pour blanchiment d'actifs pillés à la compagnie étatique Pétroles du Venezuela (Pdvs).

Il était actionnaire de la société Global Securities Management Corporation, constituée dans les îles Vierges britanniques, dans laquelle la vice-présidente et ministre des Affaires Étrangères, Marta Lucia Ramirez, et la ministre des Transports, Angela Orozco, détenaient également des actions.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/272702-des-fonctionnaires-colombiens-sont-cites-par-le-parlement-au-sujet-du-pandora-papers>



Radio Habana Cuba